



Voeu unitaire proposé au visio-CTSD du 09/04/2020

Mesdames, messieurs les membres du CTSD,

Actuellement, les enseignant·es se mobilisent totalement sur leurs missions pour conserver un lien avec leurs élèves et leurs familles, ainsi que pour participer, sur la base du volontariat, à l'accueil des enfants des personnels soignants. Dans les services administratifs, les charges de travail sont alourdies par la gestion de la situation, par le confinement et le télétravail qui ne remplacent pas le présentiel, ni les échanges entre les différents partenaires.

Dans le contexte d'urgence sanitaire que nous connaissons, la priorité est de protéger la santé des personnels. Tous les matériels de protection nécessaires doivent être disponibles en quantité suffisante, dans les écoles et établissements accueillant des élèves : masques FFP2, gel hydroalcoolique, désinfection régulière des locaux... La médecine de prévention doit être activée. Des tests de dépistage doivent être effectués systématiquement sur les personnels enseignants.

Nos organisations syndicales dénoncent les injonctions contradictoires et toute forme de pression liées à la « continuité pédagogique » : la liberté pédagogique des enseignant.es doit être respectée. Elles rappellent que le télétravail est réglementé et s'il est mis en place par volontariat c'est du temps de travail effectif, incompatible avec la garde d'enfants.

Dans ce contexte, la priorité est de réunir un CHSCT-D extraordinaire et non à un CTSD carte scolaire.

Madame la Directrice académique, nous dénonçons la tenue de ce CTSD qui sera suivi d'un CDEN qui ne permettra pas aux organisations syndicales représentatives, aux élu.es locaux (pas forcément élu.es.), aux parents d'élèves d'être sereinement consultés pour prendre les décisions d'affectations des moyens comme il se devrait.

Pour toutes ces raisons, nos organisations syndicales revendiquent l'ouverture des classes et des postes nécessaires et l'annulation de toutes les fermetures. Dans sa gravité, la situation démontre la nécessité de renforcer les services publics.